

Restructuration économique, politiques identitaires et rapports sociaux de sexe en Europe centrale de l'Est et au Moyen-Orient-Afrique du Nord

Valentine M. Moghadam

Volume 8, Number 1, 1995

Femmes, populations développement

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057818ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057818ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Moghadam, V. M. (1995). Restructuration économique, politiques identitaires et rapports sociaux de sexe en Europe centrale de l'Est et au Moyen-Orient-Afrique du Nord. *Recherches féministes*, 8(1), 35–49.
<https://doi.org/10.7202/057818ar>

Article abstract

This article analyses the process of economic restructuring and its impact on women's employment and social position in East Central Europe and the Middle East-North Africa. It shows that this process is not only a stage in the evolution to a capitalist world order, but also a fundamentally patriarchal form of social transformation. This is why it is having similar adverse effects on women's livelihood in the two regions.

Restructuration économique, politiques identitaires et rapports sociaux de sexe en Europe centrale de l'Est et au Moyen-Orient-Afrique du Nord¹

Valentine M. Moghadam

Quel rapport y a-t-il entre les politiques d'identité nationale et les discours sur les femmes² ? Comment ces politiques et ces discours sont-ils liés aux changements économiques régionaux, nationaux et globaux ? Quelle est l'incidence des transformations sociales sur les rapports entre les sexes ? Dans le présent article, je tenterai de répondre à ces questions en examinant deux régions du monde où la restructuration économique et les mouvements sociaux centrés sur la question de l'identité nationale et religieuse ont eu des effets particuliers sur les rapports sociaux de sexe et sur les femmes en tant que femmes, citoyennes et travailleuses. Ce sont l'Europe centrale de l'Est (ECE) et la région formée par le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MOAN). Les données empiriques sur ces deux régions sont examinées dans une perspective théorique large en faisant ressortir le caractère sexué des processus de changement social et en situant ce changement dans le contexte de la dynamique du système-monde. Mes hypothèses sont les suivantes : a) la restructuration est un phénomène global, une caractéristique fondamentale non seulement de chacune des économies nationales mais aussi de l'économie-monde; b) l'économie de marché, l'ajustement structurel, les mouvements nationalistes et les mouvements islamistes sont des manifestations de la restructuration globale; c) la restructuration entraînant des changements dans la production et la reproduction, les femmes des différentes classes sociales et les rapports sociaux de sexe en sont profondément touchés.

Au cours des années 1980, on a assisté à une forte recrudescence de discours et de mouvements centrés sur la question de l'identité. De nos jours, l'identité culturelle, religieuse, nationale, linguistique et sexuelle occupe le centre des débats dans toutes les régions du monde. Le regain d'intérêt pour la culture, le fondamentalisme religieux, l'affirmation sexuelle et les conflits ethniques sont parmi les mouvements sociaux et politiques contemporains les plus bruyants et les plus visibles. La politisation de l'identité musulmane au Moyen-Orient et la réapparition du nationalisme dans les pays ex-communistes d'Europe centrale de l'Est de même qu'en ex-URSS provoquent la rupture des anciennes solidarités ainsi que la redéfinition des identités et celle des frontières entre groupes. La tragédie en ex-Yougoslavie est seulement la plus violente de ces tragédies. En Europe de l'Ouest, l'effet conjugué des phénomènes

-
1. Traduit de l'anglais par Catherine Zekri, en collaboration avec Huguette Dagenais.
 2. La première version de l'article a été présentée au cours de la session intitulée « Gender and social transformation » durant le symposium « Old and New Forms of Solidarity Identity », lors du XIII^e Congrès mondial de sociologie qui a eu lieu à Bielefeld, en Allemagne, du 18 au 23 juillet 1994.

d'immigration et de consolidation de la Communauté européenne a soulevé des questions inéluctables concernant l'identité nationale. Bon nombre des nouveaux mouvements nationalistes et religieux sont inquiétants pour les femmes à cause de leur programme patriarcal : confinement des femmes aux tâches domestiques, contrôle de la sexualité et de la reproduction, valorisation de la famille et de rôles sexuels clairement définis.

En Europe centrale de l'Est et au Moyen-Orient-Afrique du Nord, ces changements se produisent dans un contexte général de récession, de restructuration et de déclin de la gauche. Dans ces régions, l'État-nation est en crise et la légitimité politique est remise en question. Les contestations de l'État proviennent de nouveaux mouvements de solidarité basés, notamment, sur l'identité religieuse, ethnique ou culturelle. Dans les deux cas, on trouve des femmes qui appuient ces mouvements et y participent, s'opposant à ce qu'on les rejette au profit de mouvements ouvertement féministes et autonomes.

Les transformations sociales dans les régions de l'ECE et du MOAN se produisent de trois façons, ou suivant trois processus, et elles ont d'ailleurs été traitées ainsi dans les ouvrages de différentes tendances.

La première forme d'analyse porte sur les changements profonds provoqués par la restructuration : privatisation, libéralisation, ajustement structurel, réforme des marchés. Ces questions ont été abordées par des spécialistes en études du développement (Blanchard *et al.* 1993; Harik et Sullivan 1992; Layard *et al.* 1993; Taylor 1993), cependant que, dans la littérature sur les femmes et le développement, l'intérêt a porté, en plus, sur la dimension sexuée de ces processus (Einhorn 1993; Elson 1991; Funk et Mueller 1993; Moghadam 1993b; Rai *et al.* 1992; Sparr 1994). Il a été démontré, par exemple, que, dans le Tiers-Monde, l'industrie d'exportation, la croissance commerciale et l'investissement étranger tendent à favoriser l'embauche des femmes. Mais bon nombre des emplois ainsi créés sont précaires ou donnent lieu à de l'exploitation.

Das la deuxième approche, les changements profonds en Europe de l'Est et au Moyen-Orient ont été analysés en termes de révolutions sociales : révolutions de 1989 en Europe de l'Est et révolution de 1979 en Iran. L'effondrement du communisme et la démocratisation en Europe de l'Est, ainsi que l'effondrement de la dynastie Pahlavi et l'islamisation en Iran, ont fait l'objet d'études en sociologie et en science politique. Ces travaux ont examiné les causes structurelles, les bases sociales et les conséquences immédiates des révolutions (Bodemann et Spohn 1990; Boswell et Peters 1990; Goldfarb 1992; Goldstone 1993; Meuschel 1990; Moghadam 1994c; Szoboszlai 1991).

La troisième approche analyse l'émergence et les conséquences, dans les deux régions traitées, de mouvements nationalistes et fondamentalistes, ou «mouvements identitaires» (identity politics movements), comme je préfère les appeler, à savoir l'action collective portant sur des questions d'identité nationale, ethnique, culturelle ou religieuse. En sociologie politique, la montée et la progression du fondamentalisme islamique, ainsi que la résurgence du nationalisme en Europe de l'Est post-communiste et en ex-URSS, ont suscité un vif intérêt (Brubaker 1992; Moghadam 1994a; Offe 1990; Skulic, Hodson et Massey 1994).

Dans aucun de ces champs, la littérature traditionnelle (mainstream literature) ne considère la dimension sexuée des processus de restructuration économique, des révolutions et des mouvements nationalistes et

fondamentalistes. C'est aux sociologues féministes qu'incombe la tâche de démontrer non seulement les résultats et les conséquences de ces changements sur le système des rapports sociaux de sexe, mais aussi la façon dont l'idéologie et les rapports sociaux de sexe façonnent ces processus et chaque mouvement en particulier. Bien que les systèmes de rapports sociaux de sexe et la position des femmes varient sous l'influence des changements sociaux, politiques et culturels, ils exercent aussi une profonde influence sur les processus sociaux, y compris les mouvements et les idéologies. Ce ne sont pas toutes les idéologies ni tous les mouvements qui sont ou ont été patriarcaux. Certains furent même grandement libérateurs, pour les femmes comme pour les hommes³. Je soutiens toutefois que, dans les régions de l'ECE et du MOAN, la restructuration économique, les transformations politiques et les politiques identitaires correspondent à des modèles patriarcaux de transformation sociale. Ces modèles sont conçus par une élite masculine qui ne voit pas d'intérêt dans la poursuite d'objectifs sociaux d'égalité, particulièrement l'égalité entre les sexes et l'*empowerment* des femmes. Les modèles patriarcaux de changement social exaltent le rôle des femmes dans la famille au détriment de leur autonomie et de la diversité des activités féminines. Dans ces deux régions, les transformations sociales n'ont favorisé ni les besoins pratiques ni les intérêts stratégiques des femmes.

La suite du présent article sera consacrée à une discussion de la dynamique sexuée de la restructuration économique dans ces deux régions : crise économique et ajustement structurel au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, instauration d'une économie de marché en Europe centrale de l'Est. Quelques mots d'abord sur la nature de la restructuration économique. Cette dernière entraîne d'importants changements dans les politiques domestiques, changements visant à les rendre conformes aux directives des principales institutions financières internationales (la Banque mondiale et le Fonds monétaire international) en vue d'une plus grande intégration à l'économie mondiale. Depuis le début des années 1980, les directives à l'intention des pays en développement ont pour noms libéralisation des prix et des marchés et privatisation des entreprises publiques (soi-disant pour des raisons d'efficacité et de rentabilité). En conséquence, la croissance et les échanges économiques, auparavant orientés vers l'intérieur, le sont aujourd'hui vers l'extérieur; l'industrialisation locale de substitution des importations (import-substitution industrialization) cède la place à un secteur manufacturier tourné vers l'exportation (export-led manufacturing); les entreprises d'État sont privatisées et, dans le secteur public, on assiste à la réduction des effectifs et des dépenses salariales. La restructuration se produit également dans les économies plus développées, où elle entraîne le passage de la production de biens à la production de services, la privatisation ou le démantèlement de grandes

3. J'ai élaboré un cadre général d'analyse, basé sur le postulat du caractère sexué des révolutions, qui tente d'expliquer les différentes conséquences des révolutions pour les femmes, selon que la révolution est du type « femme au foyer » (modèle patriarcal) ou du type « émancipation féminine » (modèle de la modernisation). Pour une application à l'expérience du Moyen-Orient, voir Moghadam (1993a, chapitre 3, et 1994b). Pour une comparaison des rapports entre sexe et transformation révolutionnaire en Europe centrale de l'Est et en Iran, voir Moghadam (1995).

entreprises publiques, ainsi que l'affaiblissement des syndicats et des systèmes d'aide sociale. L'impact de la restructuration sur les femmes qui sont sur le marché du travail va du chômage massif et de la diminution de l'embauche à la prolifération d'emplois précaires (temporaires et à temps partiel, travaux ménagers) sur un marché du travail « souple » et au retour à des modèles domestiques et familiaux d'organisation du travail. Bon nombre des emplois se caractérisent par de bas salaires et l'absence de sécurité sociale. À la fin des années 1980, les pays socialistes furent aussi entraînés dans ce processus global de restructuration économique, ce qui a provoqué en leur sein des changements économiques, politiques et juridiques considérables.

Sexe et restructuration en Europe centrale de l'Est

De même que la résurgence des mouvements nationalistes, des concepts d'identité nationale et des conflits territoriaux (comme ceux de Bosnie en ex-Yougoslavie et de Tchétchénie en Russie) est liée à l'effondrement idéologique, politique et économique du système communiste, les difficultés auxquelles font face les femmes présentement sont fonction de la transition d'une économie socialiste à une économie capitaliste, en période de récession généralisée. La réforme économique et l'instauration d'un marché du travail compétitif, alliées aux préjugés sexistes traditionnels et à une perception de la main-d'œuvre féminine comme étant une « main-d'œuvre coûteuse » (en raison des généreux congés de maternité et des services de garde dont bénéficiaient les travailleuses) ont eu pour résultat un accroissement du travail involontaire et du chômage pour les femmes.

En 1990, personne ne pouvait prévoir les taux élevés de chômage que connaissent aujourd'hui la plupart des pays de l'ECE. De presque nul qu'il était en Pologne, en Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie, le taux de chômage varie aujourd'hui entre 10 et 16 p. 100. En Hongrie, malgré une privatisation prudente et graduelle et l'injection de capitaux étrangers, le chômage a quintuplé en 1991. Du début de 1990 à mars 1992, le nombre de sans-emploi est passé de 100 000 à plus de 4 millions. L'augmentation accélérée du chômage est attribuable à une diminution constante de la demande intérieure et des salaires réels, à l'effondrement du commerce avec l'ex-URSS, à la fermeture d'importantes entreprises d'État et à la mise à pied de milliers de fonctionnaires. Le fardeau du chômage retombe pour une large part sur les jeunes et les femmes, mais il y a aussi manifestement discrimination envers les minorités ethniques, ce qui suggère une segmentation accrue du marché du travail. L'augmentation rapide du nombre d'emplois dans le secteur privé (du fait de la privatisation des entreprises publiques ou de la création de nouvelles entreprises, tels les nombreux nouveaux restaurants et boutiques en Pologne et en Hongrie) ne suffit pas à compenser les pertes d'emplois dans les secteurs public et coopératif. Parallèlement, l'inflation ronge les revenus réels, de même que les allocations de chômage, dans tous les pays de la région. Le chômage et l'inflation ont entraîné l'augmentation de la pauvreté au moment même où les généreux avantages sociaux du passé étaient réduits ou éliminés. À cause de la proportion élevée de mères célibataires et de femmes pensionnées dans certains pays, la féminisation de la pauvreté risque de devenir une réalité.

Dans tous les pays, sauf la Hongrie et la Slovaquie, les femmes constituent la majorité de sans-emploi depuis l'apparition du chômage en 1990. En Pologne,

en avril 1992, les femmes représentaient 53 p. 100 des personnes en chômage, tandis qu'elles ne constituaient que 45 p. 100 de la main-d'œuvre. Dans l'ex-RDA (République démocratique allemande), le taux de chômage a augmenté beaucoup plus rapidement chez les femmes que chez les hommes. À partir du milieu de 1989 jusqu'au milieu de 1991, l'augmentation a été de 500 p. 100 chez les femmes contre 300 p. 100 chez les hommes. Le niveau de chômage chez les femmes en ex-RDA est deux fois supérieur à celui qui est observé chez les hommes. Parmi toutes les personnes officiellement sans emploi en Roumanie, en septembre 1990, de 85 à 90 p. 100 étaient des femmes. En Bulgarie et en Albanie, les femmes représentaient environ 60 p. 100 des sans-emploi. En 1992, le taux de chômage en Pologne atteignait 11,8 p. 100 chez les hommes et 14,9 p. 100 chez les femmes. La même année, à Moscou, 80 p. 100 des sans-emploi étaient des femmes (Nations Unies 1993 : 206). Selon les stéréotypes sexistes, les hommes souffriraient davantage que les femmes en cas de perte d'emploi. Cependant, une fois licenciées, les femmes ont beaucoup plus de difficulté à trouver un autre emploi. Il y a moins de possibilités pour elles de retrouver le même emploi et moins de programmes de formation ou de réorientation professionnelle qui leur sont destinés.

Pourquoi les femmes sont-elles si durement touchées ? Il existe au moins trois raisons. En premier lieu, un grand nombre de licenciements se sont produits dans des secteurs et des occupations où les femmes prédominent, comme l'industrie légère (textile et vêtement) et l'administration. La main-d'œuvre la moins qualifiée est habituellement la première à subir les pertes d'emploi. Les femmes étant proportionnellement plus nombreuses dans les emplois non spécialisés ou semi-spécialisés, elles sont les plus vulnérables aux mises à pied. En deuxième lieu, des enquêtes indiquent qu'il est plus difficile pour les femmes de trouver du travail parce que les employeurs préfèrent éviter le coût des congés de maternité. Du point de vue de l'économie de marché, et malgré un écart salarial entre hommes et femmes semblable à celui qui existe dans les pays de l'Ouest, la main-d'œuvre féminine en Europe centrale de l'Est était plus coûteuse que la main-d'œuvre masculine, à cause des congés de maternité et des services de garde, dont les frais étaient généralement assumés par les entreprises pendant l'ère communiste. La force de travail féminine dans les pays socialistes était assurément d'un autre ordre que la « main-d'œuvre bon marché et facile à remplacer » des pays nouvellement industrialisés du Tiers-Monde, où la législation du travail est souvent très « souple » ou inexistante.

En effet, la plupart des anciens pays socialistes ont traditionnellement favorisé l'emploi des femmes grâce à de longs congés de maternité et à des congés pour le soin des enfants; au droit de retour en emploi après ces congés et aux services de crèche et de garderie fournis par l'entreprise. En ex-RDA, les femmes bénéficiaient de congés de maternité et de congés pour le soin des enfants; de plus, l'État appliquait une politique de « discrimination positive ». Avant la réunification et la restructuration, la plupart des femmes en RDA occupaient un emploi stable; 92 p. 100 avaient au moins un ou une enfant avant l'âge de 23 ans (Mussal 1991 : 22). Après la réunification, lorsqu'une entreprise était privatisée ou jugée non rentable, les services de garde étaient le premier avantage social éliminé. En Hongrie, les mères de famille travaillaient en moyenne 50 p. 100 du nombre réglementaire d'heures de travail en raison de

privilèges légaux et de congés en cas de maladie des enfants. Les coûts directs, c'est-à-dire les dépenses qu'entraînaient pour l'employeur de tels privilèges, et les coûts indirects, comme le maintien d'un poste ouvert pendant un congé, avaient peu d'importance pour les entreprises socialistes. Dans les conditions économiques d'après-réforme, cependant, les entreprises qui tentent de maximiser leurs profits et d'employer la main-d'œuvre la plus qualifiée au moindre coût ne peuvent plus supporter de telles dépenses (Fong et Paull 1993 : 236). Pendant que la privatisation suit son cours, un nombre croissant de femmes sont « domestiquées », au fur et à mesure que les garderies ferment ou que leurs tarifs deviennent prohibitifs. Voilà, selon une spécialiste polonaise, ce qui explique en grande partie que les femmes « paient plus cher pour les changements qui se produisent présentement » (Cicchocinska 1993 : 325).

En troisième lieu, le marché du travail capitaliste se caractérise par une discrimination sur la base du sexe. La libéralisation économique et politique dans les pays anciennement communistes permet aujourd'hui la discrimination sexuelle, et même ethnique, dans l'emploi. (Il y a évidence de discrimination à l'égard des populations turque et gitane en Bulgarie et en Hongrie, tandis que, sous le régime communiste, elles bénéficiaient de programmes d'action positive.) Les employeurs peuvent maintenant annoncer publiquement des emplois « pour hommes seulement » et la discrimination sexuelle dans le recrutement est très répandue. Une enquête menée par l'Organisation internationale du travail (OIT) indique « une très nette préférence des gestionnaires d'entreprise pour les hommes en ce qui concerne les emplois qualifiés de production, sauf dans les industries de l'alimentation et du textile, où l'on préfère les femmes » (Sziraczki et Wendell 1993 : 20). Notons que, dans l'alimentation et le textile, les salaires sont en moyenne beaucoup moins élevés que dans les autres industries. On constate également que certaines occupations auparavant féminisées et maintenant mieux rémunérées que sous le régime communiste sont devenues plus attrayantes pour les hommes. Siemienska souligne que, « dans les années 1980, le domaine des finances et celui des assurances étaient largement féminisés (83 p. 100 du personnel étaient des femmes), mais [qu']à présent, le secteur nouvellement créé de la "consultation financière", ne compte qu'un petit nombre de femmes (28,8 p. 100 du personnel total)⁴ ».

La résurgence de politiques, de pratiques et de discours patriarcaux fut l'un des traits les plus frappants du post-communisme en Europe centrale de l'Est et en ex-URSS. En 1990, un conseiller (senior aide) du ministre des Finances de Tchécoslovaquie critiquait en entrevue le « suremploi » des femmes et déclarait : « le ministère des Affaires sociales prépare un programme permettant aux jeunes femmes de rester à la maison avec leurs jeunes enfants, et nous leur apporterons un appui financier. En bout de ligne cette politique nous fera économiser de l'argent puisque, lorsque les femmes travaillent, elles ont besoin [d'allocations gouvernementales]. » Quand on demanda à ce représentant si cela signifiait une dévalorisation du rôle des femmes, il

4. Cette information provient d'un document préparé par la professeure Renata Siemienska, dans le cadre du projet UNU/WIDER sur « La restructuration économique, l'emploi des femmes et les politiques sociales dans les économies en période de transition et d'industrialisation », coordonné par l'auteure du présent article.

répondit : « Non, non. Les femmes, en particulier, ne considèrent pas cela comme une dévalorisation. Leur rôle est de s'occuper de la famille et de l'éducation des enfants. Voilà leur rôle naturel et le plus important » (Waters 1990).

Selon un autre témoignage, le représentant de la Pologne au Conseil de l'Europe, Marcin Libicki, aurait déjà dit : « On ne peut pas parler de discrimination envers les femmes. La nature leur a donné un rôle différent de celui des hommes. L'idéal doit demeurer la femme-mère, pour qui l'enfantement est une bénédiction. » Le dirigeant de l'Unia Polityki Realnej, Janusz Korwin-Mikke, a exprimé une opinion semblable : « L'égalité des sexes est une pure absurdité. Toute l'évolution de l'espèce humaine est fondée sur la spécialisation. Seules les sociétés dans lesquelles les hommes et les femmes jouent des rôles différents peuvent réussir » (citée dans Watson 1993 : 3). Vaclav Havel, de la République tchèque, dit du féminisme qu'il est le refuge de « femmes au foyer qui s'ennuient et de maîtresses insatisfaites ». En Pologne, dans un article du journal *Gazeta Wyborcza* traitant en mars 1992 de la contraception, on pouvait lire que « la moitié des féministes veulent être violées, mais il n'y a personne qui veut le faire ». Certaines commentatrices ont affirmé que cette caricature honteuse du rôle des féministes avait pour but de dissuader les femmes de s'engager dans l'action. Barbara Labuda, qui dirige le regroupement des femmes dans le *sejm* polonais, croit que l'hésitation des représentantes du Syndicat démocratique à se joindre à ce groupe est attribuable à la peur « qu'on leur appose l'étiquette de féministes et que leurs collègues masculins se moquent d'elles en disant qu'elles utilisent les activités féministes pour compenser une vie personnelle malheureuse » (Watson 1993 : 73). Depuis l'effondrement du communisme en 1989-1990, il est possible d'émettre de telles opinions. En fait, ce sont les personnes qui prônent l'égalité et l'émancipation qui sont sur la défensive.

Certaines femmes, profitant du courant de démocratisation, ont réagi au nouveau climat politique en formant des groupes d'action et d'entraide. En Russie, 300 groupes de ce type auraient été formés. Les féministes polonaises, allemandes et hongroises protestent publiquement contre les discours et les politiques défavorables aux femmes, en particulier sur la question des droits reproductifs. Quant aux féministes russes, elles tentent plutôt d'influencer les décisions parlementaires concernant les services de garde à l'enfance, les congés de maternité et d'autres aspects de la politique familiale. Des femmes universitaires ont établi des centres d'études des femmes à Budapest, à Prague, à Varsovie et dans d'autres villes, où on combine les prises de position politiques et la recherche sur les changements dans la situation des femmes. Toutes ces féministes sont liées aux réseaux internationaux de femmes, et les alliances qui en découlent pourraient s'avérer effectives dans l'avenir.

Sexe et restructuration au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

De la même manière que la croissance et la progression des mouvements islamistes sont liées à la situation socio-économique et à l'échec des États (Baffoun 1994; Hale 1994; Toprak 1994), les changements dans les rapports sociaux de sexe et les nouvelles difficultés auxquelles font face les femmes du

MOAN devraient être analysés dans le contexte de la crise et de la restructuration économiques.

À partir du début des années 1960, l'expansion des États, le développement économique et la richesse pétrolière ont constitué une conjoncture favorable à l'emploi et à l'éducation des femmes. Pendant presque une décennie après les hausses du prix du pétrole au début des années 1970, un programme d'investissements massifs par les pays producteurs de pétrole a entraîné des changements importants dans la structure de la main-d'œuvre et créé une économie pétrolière régionale, grâce à une large circulation du capital et de la main-d'œuvre. Les revenus pétroliers et une stratégie d'industrialisation par substitution des importations ont permis l'augmentation du nombre d'emplois non agricoles et le développement de l'enseignement public et privé. Dans les régions urbaines, la main-d'œuvre féminine s'est accrue à mesure que les femmes occupaient des emplois rémunérés dans les usines et les bureaux, comme ouvrières, administratrices ou professionnelles. Les femmes ont continué d'entrer sur le marché du travail au cours des années 1980, en particulier en Tunisie, au Maroc et en Turquie, dont les économies ne sont pas pétrolières. Dans la plupart des pays du MOAN, le secteur public fut une importante source de revenus pour les femmes. L'entrée des femmes dans la vie publique était facilitée par des systèmes d'éducation subventionnés par les États ainsi que par des ouvertures d'emplois dans le secteur gouvernemental et les services publics en pleine expansion. Dans certains pays, comme l'Iran et l'Égypte, la majeure partie de la main-d'œuvre salariée se trouve dans ces secteurs, presque entièrement dans des emplois professionnels. En Égypte, la garantie par l'État d'un emploi à la fin des études collégiales et universitaires encouragea les femmes, y compris celles de la classe ouvrière et de la classe moyenne inférieure, à profiter de la gratuité de l'enseignement et à postuler pour des emplois dans le secteur public en expansion. De généreux congés de maternité rendaient ces emplois particulièrement intéressants pour les femmes. L'État égyptien devint ainsi le premier employeur en importance pour les femmes; on trouve très peu de femmes dans le secteur privé. Cependant, en Tunisie et au Maroc, l'emploi dans le secteur industriel, plus particulièrement les entreprises privées du textile et du vêtement, compte pour beaucoup dans l'augmentation de la main-d'œuvre féminine.

On a assisté aussi à l'émergence de préoccupations féministes et de mouvements des femmes, de sorte qu'en 1980 on trouvait dans la plupart des pays du Moyen-Orient des organisations de femmes s'intéressant à l'alphabétisation, à l'éducation, aux emplois, aux lois, etc. Ces changements sociaux ont été bénéfiques en ce qu'ils ont amené une réduction des pratiques traditionnelles de ségrégation sexuelle et de séclusion des femmes, introduit des changements dans la structure de la famille moyen-orientale et produit une génération de femmes de classe moyenne qui ne dépendaient pas de la famille ou du mariage pour leur survie et leur statut. Grâce à l'augmentation du niveau de scolarité et au maintien des femmes sur le marché du travail, il y a aujourd'hui une couche de femmes très visibles dans la sphère publique et qui se font entendre de plus en plus. Partout dans la région, les femmes ont fait des progrès soutenus en ce qui a trait au niveau d'instruction, à l'emploi, à la carrière, surtout dans le secteur public, et au contrôle de leur fécondité. Il est vrai, toutefois, que, comparativement à d'autres régions de l'économie mondiale, le Moyen-Orient et

l'Afrique du Nord ont jusqu'à présent une main-d'œuvre féminine peu nombreuse. Les raisons sont en partie méthodologiques (tendance à la sous-évaluation statistique du nombre de femmes dans le secteur informel urbain et en agriculture), économiques (les économies fondées sur le pétrole sont davantage axées sur le capital que sur la main-d'œuvre) et culturelles (conservatisme familial et leaders aux idées patriarcales).

Dans les années 1960 et 1970, s'il existait une tendance au changement et à l'amélioration du travail et de la vie des femmes, cette tendance a tourné à l'impasse durant les années 1980, dans le contexte d'une crise économique globale et d'une crise régionale de la légitimité politique. Le marché pétrolier devint très instable, entraînant la fluctuation et la baisse des prix. Le quasi-effondrement des prix du pétrole en 1986 (de 28 \$ US à 7 \$ US le baril) a eu des répercussions partout au Moyen-Orient : introduction de mesures d'austérité, diminution des fonds d'aide au développement et réévaluation ou suspension de projets majeurs de développement. Dans les années 1980, les pays arabes ont connu une croissance économique faible ou négative, un déclin dans les revenus des États et de hauts niveaux d'endettement envers des créanciers étrangers. Les pays arabes qui empruntaient le plus de la Banque mondiale (Algérie, Égypte, Jordanie, Maroc, Syrie, Tunisie) durent imposer des mesures d'austérité à leur population, en raison des politiques d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), et furent le théâtre de nombreuses manifestations violentes contre le FMI (*IMF riots*) (Niblock 1993; Önis 1991; Seddon 1993). Des réformes économiques difficiles, auxquelles s'ajoutaient la pauvreté, le chômage et le service de la dette – de même que la répression politique –, ont servi à « délégitimer » les systèmes politiques « à l'occidentale » et à ranimer les questions d'identité culturelle, y compris des appels répétés à un plus grand contrôle de la mobilité des femmes. C'est dans ce contexte d'échec économique et de crise de légitimité politique que les mouvements islamistes se présentent comme une alternative. Ces mouvements exercent une pression énorme sur les femmes pour qu'elles restent au foyer et laissent les emplois aux hommes, ou pour qu'elles portent le voile au travail (Bouatta et Cherifati-Merabtine 1994; Hoodfar 1991; Tohidi 1994).

L'Algérie offre un bon exemple des conséquences, différentes selon le sexe, de la crise économique et de l'ajustement structurel au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Entre 1967 et 1978, le gouvernement algérien a investi quelque 300 milliards de dinars, créant plus d'un million d'emplois et abaissant le taux de chômage de 25 p. 100 à 19 p. 100. Deux plans de développement nationaux ont entraîné la création d'une économie industrielle reposant principalement sur les hydrocarbures, l'industrie chimique et pétrochimique, la fonderie, ainsi que l'industrie mécanique et celle de la construction. L'emploi non agricole a augmenté, passant de 28 p. 100 à près de 50 p. 100 de la population active. Cependant, en dépit de son importance, l'économie industrielle développée dans les années 1970 employait seulement 150 000 personnes environ, soit 4 p. 100 de tous les emplois ou 11,6 p. 100 de la population active. Pour reprendre les termes de Lahouari Addi (1992 : 2), « les planificateurs ont opté pour des technologies de pointe qui n'exigent pas beaucoup de main-d'œuvre ». Les entreprises qui utilisent ces technologies sont aussi connues pour employer très peu de femmes. La main-d'œuvre

féminine en Algérie est non seulement peu nombreuse par rapport aux standards mondiaux, elle est aussi la moins nombreuse au Moyen-Orient.

Dans les années 1980, le gouvernement algérien dut faire face à la mauvaise gestion de l'économie et à la croissance accrue des importations de biens de consommation. La chute du prix du pétrole, de 30 \$ US le baril en 1982 à 12 \$ US en 1988, entraîna une baisse draconienne des revenus de l'État, devenus insuffisants pour le service de la dette de même que pour l'importation de biens de consommation et des matériaux nécessaires à l'industrie. Le taux de chômage monta en flèche et atteignit 22 p. 100 en 1989 (Addi 1992). Le gouvernement décida alors le passage d'une économie planifiée à une économie de marché, conformément aux politiques de la Banque mondiale et du FMI. Ces politiques provoquèrent beaucoup de mécontentement dans la population, ce qui contribua à la montée et à la popularité du mouvement islamiste. Parce que ce mouvement s'opposait aux nouvelles politiques économiques du gouvernement, son « populisme » augmenta l'appui de la population à son égard. Cependant, en ce qui concerne les questions de culture et de sexe, les islamistes sont résolument patriarcaux; on sait qu'ils peuvent harceler, tuer même, des femmes qui ne sont pas islamistes ou qui ne portent pas le voile. En conséquence, au cours des dernières années, les Algériennes ont eu non seulement à faire face à l'incertitude de leur présence en emploi, déjà fragile et limitée en raison de l'ajustement structurel, mais elles ont eu aussi à affronter un mouvement islamiste violent et menaçant.

En Égypte également, la tendance semble indiquer que la restructuration économique (libéralisation et privatisation), la crise économique (inflation, baisse de la valeur réelle des salaires et hausse du chômage) et l'incapacité de l'État à améliorer la qualité de vie de la population ont désavantagé les femmes de plusieurs façons. D'abord, comme en Europe centrale de l'Est, l'augmentation du chômage et la privatisation des entreprises d'État entraînent une vive opposition aux congés de maternité. On reproche en outre aux femmes de ne pas constituer une main-d'œuvre fiable et de ne pas laisser le marché du travail aux hommes. En conséquence, le taux de chômage chez les femmes est de 25 p. 100 comparativement à 10 p. 100 chez les hommes. De plus, la crise économique a encouragé le mouvement islamiste à se présenter comme l'alternative, à pousser le gouvernement à « déséculariser » certaines pratiques (ce qui s'est traduit, par exemple, par l'interdiction de vendre de la bière dans les restaurants des entreprises d'État) et à exercer des pressions sur les femmes qui sont sur le marché du travail pour qu'elles se couvrent la tête et portent des vêtements amples. Selon l'économiste égyptienne Nader Fergany, « l'Égypte a régressé sur le plan des rôles sexuels » et l'ajustement structurel a exacerbé la subordination des femmes et des fillettes. Certaines économistes et spécialistes des rapports de sexe, comme Nadia Farah et Azza Soliman, soutiennent que, dans un contexte de chômage élevé, la préférence pour les hommes sur le marché du travail se renforce et que, dans le secteur gouvernemental, les femmes ont aujourd'hui moins de possibilités d'avancement que les hommes⁵.

5. Les données sur l'Égypte sont issues de la recherche sur le terrain menée par l'auteure en janvier et février 1995 et comprenant des entrevues avec les docteurs Fergany, Farah et Soliman.

Comme dans d'autres régions du monde, la restructuration économique au MOAN a entraîné un accroissement de la main-d'œuvre féminine dans les secteurs non pétroliers de l'économie, qui s'orientent de plus en plus vers l'exportation. Ainsi, dans les années 1980, en Tunisie, au Maroc et en Turquie, l'industrie du vêtement produisant pour l'exportation a contribué à l'augmentation de la main-d'œuvre féminine. Mais bon nombre des emplois en question sont des emplois à domicile ou dans de petits ateliers clandestins, où les salaires sont bas et la sécurité sociale, inexistante. Il est regrettable, mais néanmoins vrai, qu'au Maroc la contribution des femmes à la production pour l'exportation et à la croissance économique ne s'est pas accompagnée d'une hausse des emplois stables et des salaires. Si les pays du Moyen-Orient poursuivent sur la voie de la libéralisation économique dans le présent contexte de restructuration globale, les femmes occuperont vraisemblablement une plus grande place sur le marché du travail. Toutefois, la croissance de la petite industrie, par opposition à celle des grandes sociétés ou du secteur public, peut ne pas être dans le meilleur intérêt des femmes. En ce qui concerne les femmes de la classe moyenne, des réductions dans le budget salarial du secteur public vont freiner l'emploi féminin et entraîner les hauts taux de chômage qu'on observe chez les femmes en Syrie, en Jordanie, en Iran, ainsi que dans les pays mentionnés plus haut. (En Israël aussi, le taux de chômage chez les femmes est élevé: 13,9 p. 100 en 1992 contre 9,2 p. 100 chez les hommes.) Tant que la restructuration aura pour effet l'intensification des pressions économiques plutôt que l'amélioration du bien-être de la population, les femmes continueront de subir les pressions idéologiques des mouvements islamistes et verront leurs conditions d'emploi de même que leurs statuts social et légal se détériorer.

Conclusion

L'impact de la restructuration économique sur les travailleuses varie selon les pays, les secteurs économiques et les classes sociales. Mais, comme nous venons de le voir, il existe des similitudes dans le vécu des femmes de régions aussi différentes sur les plans culturel et politique que l'Europe centrale de l'Est et le Moyen-Orient-Afrique du Nord. Dans certains pays du MOAN, la libéralisation et la privatisation ont entraîné une augmentation de la main-d'œuvre féminine – souvent dans des conditions de précarité et d'exploitation. Toutefois, le taux de chômage féminin extrêmement élevé semble indiquer que, même si le nombre de femmes à la recherche d'un emploi augmente, la demande de travailleuses reste faible. Dans de nombreux pays postcommunistes, la restructuration économique semble marginaliser la main-d'œuvre féminine; là également, les taux de chômage sont élevés, et plus élevés chez les femmes que chez les hommes. Dans les deux régions étudiées, la « réforme économique » donne lieu à des attaques contre les congés de maternité et à la privatisation ou à la fermeture des garderies. Des modèles patriarcaux de transformation sociale tendent à valoriser le rôle des femmes dans la famille et à nier ou dévaloriser leur rôle de productrices sur le marché du travail.

Dans l'Europe centrale de l'Est, l'économie de marché, le chômage et une plus grande compétition pour des emplois relativement peu nombreux ont été accompagnés de l'apparition d'un discours patriarcal associant les femmes à la famille. Quel pourrait en être le résultat ? « Le retrait de l'aide gouvernementale aux mères sur le marché du travail dans les ex-pays socialistes entraînera

vraisemblablement le remplacement de la représentation qu'on avait des femmes comme étant à la fois mères et travailleuses par une idéologie exclusivement centrée sur la reproduction » (Pearson 1990 : 96). En Égypte, de nombreuses personnes ont noté que l'abolition de la garantie d'emploi dans le secteur public pour les diplômés et les diplômées – qui avait rendu possible une percée significative des femmes dans ce secteur – et le mouvement de privatisation des entreprises d'État ont non seulement conduit à un taux de chômage extrêmement élevé chez les femmes mais contribuent aussi à un recul sur le plan culturel et freinent l'avancement des femmes égyptiennes. En Algérie, l'échec de l'État et des politiques d'ajustement structurel en ce qui a trait à l'amélioration des conditions de vie de la population, associé à la violence du mouvement islamiste, a engendré une situation quasi intenable pour les femmes. Il est donc important de reconnaître que les modèles patriarcaux de transformation sociale et de restructuration économique, tant en Europe centrale de l'Est qu'au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, sont responsables de ces reculs dans la vie et les conditions de vie des femmes.

Valentine M. Moghadam
World Institute for Development Economics Research
United Nations University, Helsinki

RÉFÉRENCES

- ADDI, Lahouari
1992 « The Structural Crisis of the Algerian Economy », communication présentée au colloque annuel de la Middle East Studies Association. Portland, Oregon, 28-31 octobre.
- BAFFOUN, Alya
1994 *Feminism and Muslim Fundamentalism : The Tunisian and Algerian Cases*, in Valentine M. Moghadam *et al.* (dir.), *Identity Politics and Women : Cultural Reassertions and Feminisms in International Perspective*. Boulder, Colorado, Westview Press.
- BLANCHARD, Olivier *et al.*
1993 *Post-Communist Reform : Pain and Progress*. Tokyo et Cambridge, UNU Press et MIT Press.
- BODEMANN, Michal Y. et Willfried Spohn
1990 « Introduction : The East German Revolution, German Unification, and the Left », *Critical Sociology*, 17, 3 : 3-8.
- BOSWELL, Terry et Ralph Peters
1990 « Rebellions in Poland and China », *Critical Sociology*, 17, 1 : 3-34.
- BOUATTA, Cherifa et Doria Cherifati-Merabine
1994 « The Social Representation of Women in Algeria's Islamist Movement », in Valentine M. Moghadam *et al.* (dir.), *Identity Politics and Women : Cultural Reassertions and Feminisms in International Perspective*. Boulder, Colorado, Westview Press.
- BRUBAKER, Rogers
1992 « Nationhood and the National Question in Post-Soviet Eurasia : An Institutionalist Account », communication présentée au colloque annuel de l'American Sociological Association. Pittsburgh, août.

CICCHOCINSKA, Maria

1993 « Gender Aspects of Dismantling the Command Economy in Eastern Europe : The Case of Poland », in Valentine M. Moghadam (dir.), *Democratic Reform and the Position of Women in Transitional Economies*. Oxford, Clarendon Press.

EINHORN, Barbara

1993 *Cinderella Goes to the Market : Citizenship. Gender and Women's Movements in East Central Europe*. Londres, Verso.

ELSON, Diane

1991 « Male Bias in Macro-Economies : The Case of Structural Adjustment », in Diane Elson (dir.), *Male Bias in the Development Process*. Manchester, University of Manchester Press.

FONG, Monica et Gillian Paul

1993 « Women's Economic Status in the Restructuring of Eastern Europe », in Valentine M. Moghadam (dir.), *Democratic Reform and the Position of Women in Transitional Economies*. Oxford, Clarendon Press.

FORAN, John (dir.)

1994 *A Century of Revolution : Social Movements in Iran*. Minneapolis, University of Minnesota Press.

FUNK, Nanette et Magda Mueller (dir.)

1993 *Gender Politics and Post-Communism*. Londres, Routledge.

GOLDFARB, Jeffrey

1992 *After the Fall : The Pursuit of Democracy in Central Europe*. New York, Basic Books.

GOLDSTONE, Jack

1993 « Predicting Revolutions : Why We Could (and Should) Have Foreseen the Revolutions of 1989-91 in the USSR and Eastern Europe », *Contention : Debates in Society, Culture and Science*, 2, 2.

HALE, Sondra

1994 « Gender, Religions Identity, and Political Mobilization in Sudan », in Valentine M. Moghadam *et al.* (dir.), *Identity Politics and Women : Cultural Reassertions and Feminisms in International Perspective*. Boulder, Colorado, Westview Press.

HARIK, Ilya et Dennis Sullivan

1992 *Privatization and Liberalization in the Middle East*. Bloomington, University of Indiana Press.

HOODFAR, Homa

1991 « Return to the Veil : Personal Strategy and Public Participation in Egypt », in Nanneke Redelift et M. Thea Sinclair (dir.), *Working Women : International Perspectives on Labour and Gender Ideology*. Londres et New York, Routledge.

LAYARD, Richard *et al.*

1992 *East-West Migration*. Tokyo et Cambridge, UNU Press et MIT Press.

MEUSCHEL, Sigrid

1990 « The Revolution in the German Democratic Republic », *Critical Sociology*, 17, 3 : 17-34.

MOGHADAM, Valentine M.

- 1995 « Gender and Revolutionary Transformation : Iran 1979 and East Central Europe 1989 », *Gender & Society*, 9, 3 : 328-358.
- 1994a *Identity Politics and Women : Cultural Reassertions and Feminisms in International Perspective*. Boulder, Colorado, Westview Press.
- 1994b « Women, Revolution, and National Identity in the Middle East », in Rita S. Gallin et Anne Ferguson (dir.), *The Women and International Development Annual*. 4. Boulder, Colorado, Westview Press.
- 1994c « Islamic Populism, Class, and Gender in Postrevolutionary Iran », in John Foran (dir.), *A Century of Revolution : Social Movements in Iran*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- 1993a *Modernizing Women : Gender and Social Change in Transitional Economies*. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers.
- 1993b *Democratic Reform and the Position of Women in Transitional Economies*. Oxford, Clarendon Press.

MUSSAL, Bettina

- 1991 « Women are Hurt the Most », *Der Spiegel* (Hambourg) reparu dans *World Press Review*, juin : 21-22.

NATIONS UNIES/UNITED NATIONS

- 1993 *1993 Report on the World Social Situation*, exemplaire de prépublication, janvier.

NIBLOCK, Tim

- 1993 « International and Domestic Factors in the Economic Liberalization Process in Arab Countries », in Tim Niblock et Emma Murphy (dir.), *Economic and Political Liberalization in Middle-East*. Londres, British Academic Press.

OFFE, Claus

- 1990 « On the Tactical Use Value of National Sentiments », *Critical Sociology*, 17, 3 : 9-16.

ÖNIS, Ziya

- 1990 « The Evolution of Privatization in Turkey : The Institutional Context of Public-Enterprise Reform », 23, 2, mai : 163-176.

PEARSON, Ruth

- 1990 « Questioning Perestroïka : A Socialist Feminist Interrogation », *Feminist Review*, 39, automne : 91-96.

RAI, Shirin, Annie Phizacklea et Hillary Pilkington (dir.)

- 1992 *Women in the Face of Change : Soviet Union, Eastern Europe, and China*. Boulder, Colorado, Westview Press.

SCKULIC, Dusko, Randy Hodson et Garth Massey

- 1994 « Who Were the Yugoslavs ? Failed Sources of a Communitary Identity in the Former Yugoslavia », *American Sociological Review*, 59 : 83-97.

SEDDON, David

- 1993 « Austerity Protests in Response to Economic Liberalization in the Middle East », in Tim Niblock et Emma Murphy (dir.), *Economic and Political Liberalization in the Middle East*. Londres, British Academic Press.

SPARR, Pamela (dir.)

- 1994 *Mortgaging Women's Lives : Feminist Critiques of Structural Adjustment*. Londres, Zed Books.

SZIRACZKI, György et Jim Wendell

1993 « The Impact of Employment Restructuring on Disadvantaged Groups in Bulgaria and Hungary », Genève, ILO, World Employment Research Programme, Labour Market Analysis and Policies. Working Paper 62, janvier.

SZOBOSZLAI, György (dir.)

1991 *Democracy and Political Transformation : Theories and East-Central European Realities*. Budapest, Hungarian Political Science Association.

TAYLOR, Lance (dir.)

1993 *The Rocky Road to Reform*. Tokyo, UNU Press.

TOHIDI, Nayerch

1994 « Modernity, Islamization, and Women in Iran », in Valentine M. Moghadam (dir.), *Gender and National Identity: Women and Politics in Muslim Societies*. Londres, Zed Books.

TOPRAK, Binnaz

1994 « Women and Fundamentalism : The Case of Turkey », in Valentine M. Moghadam *et al.* (dir.), *Identity Politics and Women : Cultural Reassertions and Feminisms in International Perspective*. Boulder, Colorado, Westview Press.

WATERS, Ron

1990 « After the Party », *Mother Jones*, juin : 17-21.

WATSON, Peggy

1993 « The Rise of Masculinism in Eastern Europe », *New Left Review*, 198, mars/avril : 73.